



MANIFESTATIONS CONTRE POUTINE À MOSCOU

Des dizaines d'interpellations

Des dizaines d'opposants, dont le chef du Parti national-bolchévique, Edouard Limonov, ont été interpellés hier à Moscou au début de manifestations non autorisées pour réclamer la démission du Premier ministre russe Vladimir Poutine, ont constaté des journalistes de l'AFP.

«En dehors de Limonov, entre 10 et 15 personnes» ont été appréhendées vers 14h (11h GMT) sur la place Trioumhalnaïa, dans le centre-ville, a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'écrivain, Alexandre Averine.

A peine avait-il prononcé quelques mots près de la statue du poète soviétique Vladimir Maïakovski, qu'Edouard Limonov, 65 ans, a été brutalement emmené dans la plus grande confusion, après avoir été jeté à terre, jusqu'à une file de fourgons de police garés à proximité, sur la rue Tverskaïa, a vu un correspondant de l'AFP.

D'impressionnants détachements de membres des forces anti-émeutes et d'agents en civil étaient déployés dans les environs immédiats et un hélicoptère survolait la scène. Un petit rassemblement communiste, autorisé celui-là, avait auparavant eu lieu à cet endroit. Drapeaux rouges au vent, dans un froid glacial, les manifestants avaient, eux aussi, été placés sous haute surveillance, ceinturés de barrières métalliques, de camions et de cars de police. La manifestation s'est dispersée dans le calme,



Les Moscovites sont confrontés quotidiennement à l'aggravation de la situation économique.

environ une demi-heure avant l'arrivée de M. Limonov. Une dizaine d'opposants proches de l'ex-champion du monde d'échecs Garry Kasparov ont été interpellés dans un autre quartier de la capitale russe, près de la station de métro Polianka, a constaté un deuxième journaliste de l'AFP.

Une cinquantaine de membres des organisations Front civique uni et Oborona (Défense) se sont d'abord retrouvés sur un des quais de la station de métro rue 1905, où une vingtaine de policiers étaient présents. Il sont ensuite montés dans une rame pour se rendre à la

station Polianka, avant de défiler sur quelques dizaines de mètres en scandant «nous avons besoin d'une autre Russie !» et «La Russie sans Poutine !» Puis, une échauffourée a éclaté avec des jeunes gens brusquement sortis de voitures, certains masqués, qui ont commencé à les frapper avec des bâtons. Un manifestant blessé avait le visage en sang, selon le journaliste de l'AFP. Un hélicoptère survolait également les lieux.

Le chef du mouvement de jeunesse d'opposition «My» (Nous), Roman Dobrokhoto, qui avait interrompu à la fin de l'année d'ri-

re un discours au Kremlin du président Dmitri Medvedev, a été, pour sa part, arrêté au cours d'une manifestation près du siège du gouvernement, a annoncé l'agence Interfax.

D'autres manifestations se sont déroulées ailleurs en Russie, notamment à Vladivostok (Extrême-Orient) et à Saint-Petersbourg (nord-ouest).

Des libéraux à l'extrême gauche, les opposants russes ont organisé hier une «journée du désaccord» dont la principale exigence est la démission de Vladimir Poutine.

Photos : ZDR

IRAN

«La demande de dialogue de Washington signifie l'échec du capitalisme»

Le porte-parole du gouvernement iranien, Gholamhossein Elham, a déclaré hier que la volonté du président américain Barack Obama de dialoguer avec l'Iran signifiait «l'échec de la pensée capitaliste» et des Etats-Unis. «Cette demande (de dialogue) est le signe de l'échec de la pensée capitaliste et l'échec du régime de domination», qui désigne les Etats-Unis, a déclaré M. Elham, cité par l'agence semi-officielle Mehr. M. Obama, dont le prédécesseur a toujours refusé de renoncer à l'option militaire contre l'Iran dans le cadre du conflit sur le nucléaire, a promis une nouvelle approche diplomatique fondée sur la volonté de dialoguer directement et respectueusement avec la République islamique. «Le dialogue est secondaire et la question principale, c'est qu'il n'y a pas d'autre choix dans le monde que de changer» pour les Etats-Unis, a ajouté M. Elham. Pour sa part, le vice-président iranien pour les affaires exécutives, Ali Saïd-Lou, considéré comme très proche du président Mahmoud Ahmadinejad, a affirmé que les Etats-Unis devaient faire le premier pas en présentant des excuses à l'Iran. «Ils doivent d'abord présenter des excuses. Ce sera un premier pas, car ils doivent changer leur état d'esprit», a déclaré M. Saïd-Lou, cité par Mehr.

Les responsables iraniens ont multiplié ces derniers temps les déclarations à l'égard des Etats-Unis, demandant à M. Obama d'opérer un «vrai changement». M. Ahmadinejad a notamment demandé le retrait des troupes américaines de toutes les régions du monde, la fin du soutien des Etats-Unis à Israël et des excuses pour «les crimes» commis, selon lui, par les Américains contre l'Iran depuis 60 ans.

MADAGASCAR

Le maire d'Antananarivo se proclame en charge des affaires

Le maire de la capitale malgache, Andry Rajoelina, s'est proclamé, hier devant quelques dizaines de milliers de partisans, en charge des affaires du pays, en remplacement du président Marc Ravalomanana dont il entend obtenir la destitution devant le Parlement. «Puisque le président et le gouvernement n'ont pas pris leurs responsabilités, je proclame que je vais gérer toutes les affaires nationales à partir d'aujourd'hui», a lancé M. Rajoelina, 34 ans, depuis la place du 13-Mai, lieu historique de la contestation malgache situé au cœur d'Antananarivo. «La demande du départ immédiat du président Ravalomanana sera déposée au Parlement pour suivre la procédure légale», a-t-il ajouté, quasi-invisible derrière des gardes du corps. «Nous sommes en train de mettre en place le gouvernement de transition et c'est moi qui vais gérer le gouvernement», a-t-il ajouté, avant de lancer un appel solennel à différents organismes publics. «Je fais appel à la banque centrale pour qu'elle ne délivre plus d'argent au gouvernement. Je demande à tous les ministères de fermer à partir de lundi. J'appelle les forces de l'ordre à nous rejoindre. A présent, je vais donner les ordres», a-t-il lancé sous les acclamations d'une foule disciplinée. La présidence n'avait pas, hier en début d'après-midi, réagi à ces déclarations qui interviennent après plusieurs rassemblements de masse en plein cœur de la capitale et la mort d'au moins 68 personnes, selon la gendarmerie, en début de semaine à la faveur de pillages. L'annonce hier de M. Rajoelina avait été précédée d'un véritable réquisitoire contre le chef de l'Etat, avec l'énumération des «violations de la Constitution» dont il se serait rendu coupable. Une réponse à peine déguisée du maire à la communauté internationale qui en appelle au respect de l'ordre constitutionnel à Madagascar. «Les

baillleurs de fonds, les évêques, tout le monde nous dit : respectez la Constitution. Nous sommes d'accord. Nous allons donc proclamer ici les délits du président et du gouvernement au regard de la Constitution», a ajouté le maire. Reprenant les principaux griefs du mouvement, une de ses sympathisantes a ainsi, à la tribune, accusé péle-mêle le président d'atteinte à la sûreté de l'Etat, aux libertés fondamentales, de discrimination religieuse. A peine connu lorsqu'il s'est lancé à la conquête de la mairie d'Antananarivo il y a un peu plus d'un an, celui que l'on appelle «Andry TGV» pour son caractère fonceur s'est imposé depuis son élection le 12 décembre 2007 comme le principal opposant à M. Ravalomanana, au pouvoir depuis 2002. Il a su capitaliser sur son nom les frustrations des Malgaches durement touchés par la hausse mondiale des prix alimentaires et leur ressentiment face à ce qu'ils considéraient comme des privations de la liberté d'expression, autant de sujets sur lesquels les partis d'opposition, en partie décrédibilisés, n'ont pas réussi à se faire entendre. La fermeture mi-décembre de la télévision du maire, «Viva», avait servi de déclencheur au mouvement qui a connu plusieurs rassemblements dans la capitale. Le plus important, lundi, a dégénéré en pillages et incendies volontaires de magasins, notamment ceux appartenant à l'empire agro-alimentaire du président. La contestation a depuis essaimé en province où plusieurs magasins ont été pillés et incendiés. Hier, la foule s'est dispersée rapidement et dans le calme. Les forces de l'ordre étaient absentes de la place du 13-Mai et de ses environs. Le préfet d'Antananarivo et le chef de la gendarmerie avaient pourtant rappelé vendredi l'interdiction, en vigueur depuis plusieurs mois, de tout rassemblement.

TUNISIE

Un journal d'opposition saisi pour «violation du code de la presse»

L'hebdomadaire d'opposition tunisien Ettarik Al-Jadid (la nouvelle voie) a été saisi hier par décision judiciaire pour violation du Code de la presse, a-t-on appris de source gouvernementale. La saisie a été ordonnée «en vertu des articles 63 et 73 du Code de la presse», selon un communiqué publié par l'agence gouvernementale TAP.

Hatem Chaâbouni, directeur de l'organe bilingue du Mouvement Ettajdid (Renouveau, légal), a indiqué à l'AFP que le numéro saisi diffusait une transcription de l'interrogatoire de Bechir Laâbidi, un des dirigeants du mouvement social de Gafsa (sud) dont le procès en appel est en cours. «L'interrogatoire d'un prévenu peut être rendu public dès lors que les audiences publiques au procès ont commencé, a assuré pour sa part Adel Chaouch, rédacteur en chef du journal.

Les articles du Code de la presse invoqués interdisent, sauf auto-



Ben Ali ne tolère aucune critique ni manquement.

risation du juge, la publication de tout acte de procédure pénale et sanctionnent «celui qui, à la suite

des troubles, a accepté de se substituer aux autorités régulièrement constituées», la punition pouvant

aller dans ce cas jusqu'à l'emprisonnement à vie. Bechir Laâbidi fait partie d'une trentaine de Tunisiens poursuivis pour leur participation à un mouvement de protestation sociale dans la région minière de Gafsa et dont le procès en appel ouvert le 13 janvier reprendra mardi prochain.

Il fait suite à des condamnations allant jusqu'à 10 ans de prison prononcées en première instance le 11 décembre à Gafsa (350 km au sud-ouest de Tunis).

La saisie de l'hebdomadaire intervient alors qu'une enquête a été ouverte par le parquet tunisien sur le lancement sans autorisation de Kalima, une station dirigée par la journaliste dissidente Sihem Bensedrine, selon une source gouvernementale. «Radio Kalima» avait commencé à émettre lundi mais ses locaux ont été perquisitionnés vendredi et les équipements saisis, a indiqué à l'AFP un de ses collaborateurs.

TOURNÉE EUROPÉENNE DE ABBAS

L'étape tchèque reportée, entretien lundi avec Sarkozy

Le président palestinien Mahmoud Abbas entamera lundi à partir de Paris une tournée dans quatre pays de l'Union européenne et en Turquie, mais ne se rendra pas en République tchèque, président en exercice de l'UE, comme prévu initialement, a indiqué son bureau hier.

L'étape tchèque, qui était prévue lundi, a été reportée à une date qui reste à déterminer car M. Abbas, qui se trouvait hier à Amman, a décidé de se rendre en Egypte aujourd'hui pour des discussions sur les efforts déployés par Le Caire en vue de consolider le cessez-le-feu à Gaza après l'offensive israélienne, a indiqué son porte-parole Nabil Abou Roudaina. Il s'envolera lundi du Caire à destination de

Paris où il doit s'entretenir en début de soirée avec le président français Nicolas Sarkozy, selon la même source. Mardi, M. Abbas se rendra à Strasbourg où il doit prononcer mercredi une allocution au Parlement européen. Lors de sa tournée dans l'UE, il effectuera également des visites en Grande-Bretagne (le 5 février), en Pologne (le 7) et en Italie (le 9). Outre les pays de l'UE, M. Abbas ira le 6 février en Turquie dont le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a quitté brutalement jeudi un débat sur le conflit à Gaza après un accrochage verbal avec le président israélien Shimon Peres à Davos (Suisse).

Selon M. Abou Roudaina, M. Abbas discutera lors de sa tournée «des moyens de consolider le cessez-le-feu à Gaza et les efforts de

reconstruction». Un cessez-le-feu a mis fin le 18 janvier à une offensive israélienne de 22 jours contre le mouvement islamiste Hamas dans la bande de Gaza, qui a fait plus de 1 330 morts, dont des centaines de civils.

M. Abbas n'exerce aucun contrôle à Gaza, d'où ses forces ont été délogées par le Hamas en juin 2007. De son côté, le porte-parole de la présidence tchèque, Radim Ochvat, a indiqué qu'une nouvelle date serait déterminée la semaine prochaine pour une visite de M. Abbas en République tchèque, qui assure au premier semestre 2009 la présidence tournante de l'Union européenne. M. Abbas devait notamment s'entretenir à Prague avec le président Vaclav Klaus et le Premier ministre Mirek Topolánek.

ÉLECTIONS EN IRAK

Les Irakiens aux urnes pour un test de la stabilisation

Des millions d'Irakiens élaient hier leurs Conseils provinciaux lors d'un scrutin-test pour la stabilisation du pays après des années de violences et de désordres.

A quelques heures de la fermeture des bureaux de vote, seuls quelques incidents ont marqué ces premières élections en Irak depuis 2005, qui avaient été placées sous haute surveillance de la police et de l'armée. De Mossoul, «dernier bastion urbain d'Al-Qaïda», dans le nord de l'Irak, à Fao, à l'extrême-sud, sur les bords du Golfe, en passant par la ville sunnite de Ramadi, aux portes du désert, et Bagdad, quinze millions d'Irakiens étaient appelés à voter à la proportionnelle à un tour pour renouveler les Conseils qui élisent ensuite les gouverneurs et jouent un rôle important dans la reconstruction.

Après avoir déposé son bulletin dans la «zone verte», le secteur ultra-protégé de la capitale, le Premier ministre Nouri al-Maliki

s'est réjoui de l'«importante participation» semblant se profiler.

«Toutes nos informations indiquent que nous allons vers une importante participation des Irakiens au vote. (...) J'appelle tous mes frères et sœurs irakiens à aller voter et à respecter les instructions établies par la Commission électorale», a-t-il déclaré. Ce scrutin provincial a valeur de test pour la stabilité du pays et la popularité du Premier ministre dont la liste «Coalition pour l'Etat de droit» est donnée favorite. Près de un million de soldats et policiers irakiens sont en état d'alerte et des mesures de sécurité draconiennes ont été prises pour éviter des attentats - suicide ou autres violences d'insurgés extrémistes. Dans l'après-midi, le Premier ministre a levé l'interdiction de circuler en voiture à Bagdad. «En 2005, j'appartenais à Ansar al-Sunna (une des organisations d'insurgés les plus radicales, ndlr) et notre chef nous avait

convaincus que ces élections étaient illégitimes et que ceux qui iraient voter étaient des apostats», a affirmé Abou Riad en attendant son tour devant un bureau du centre de Ramadi, capitale de la province sunnite d'Al-Anbar. Il y a trois ans, les sunnites avaient très largement boudé le scrutin. Les élections d'hier marquent leur retour en force. «Je viens voter aujourd'hui pour compenser tout ce que nous avons perdu en boycottant les derniers scrutins», insiste Abou Riad. A Bagdad, les gens aussi se pressaient devant les bureaux de vote. «En 2005, j'avais voté sur des bases confessionnelles, mais cette fois, j'ai choisi les plus compétents», assure Raad Kazem, un chiite de 65 ans. Dans la turbulente province de Diyala, Mouchtar Jabaâr est fier d'avoir accompli son devoir. «Les gens ont peur de venir voter à cause des terroristes. Mais moi, je l'ai fait pour leur montrer qu'il ne faut pas avoir

peur», assure ce chauffeur de taxi de 32 ans. Quelques incidents ont cependant été signalés.

A Tikrit, dans la région natale de l'ancien dictateur Saddam Hussein, quatre grenades assourdissantes ont explosé près de bureaux de vote, sans faire de victimes, selon la police. A Bagdad, deux personnes ont été blessées près d'un bureau de vote dans le quartier populaire chiite de Sadr City où des soldats ont tiré en l'air pour organiser une file d'attente. Enfin, six policiers et un civil ont été blessés par une bombe artisanale à Tuz Khormatu, à 180 km au nord-est de Bagdad.

L'émisserie spécial en Irak du secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, qui s'est rendu dans plusieurs villes, a indiqué à Najaf : «Je n'ai pas noté d'irrégularités pour le moment, mais il faut attendre la fin de la journée.»

Les premiers résultats sont prévus pour le 3 février.

Le chef des islamistes modérés élu président

Le chef des islamistes modérés somaliens, cheikh Sharif cheikh Ahmed, a été élu hier président de la Somalie par le Parlement réuni à Djibouti, avec pour lourde tâche de ramener la paix dans un pays en guerre civile depuis 1991.

L'élection a eu lieu à Djibouti, en raison des violences en Somalie. Elle est le résultat du dernier d'une longue série de processus de paix qui ont jusqu'à présent échoué à ramener la paix dans ce pays de la Corne de l'Afrique. Aussitôt élu, le chef religieux a appelé à un gouvernement de large union et invité tous les groupes armés en conflit en Somalie à rejoindre le processus de paix soutenu par l'ONU. Sur les 430 parlementaires présents au vote, Cheikh Sharif Cheikh Ahmed, chef de l'Alliance pour une nouvelle libération de la Somalie (ARS), a obtenu 293 voix au second tour de scrutin contre 126 pour Maslah Mohamed Siad Barre, fils du défunt président Mohamed Siad Barre, dont le renversement a marqué le début de la guerre civile. «Je déclare Sharif Cheikh Ahmed président de Somalie», a proclamé à la fin du décompte, vers 04h (01h GMT), le président du Parlement Aden Mohamed Nur. «Je formerai un gouvernement qui représentera le peuple de Somalie», a promis le nouveau président, ajoutant : «Je tends la main à tous les groupes armés somaliens qui sont toujours opposés à ce processus de paix». Le nouveau président a prêté serment hier lors d'une cérémonie à Djibouti. «Je m'occuperai de la situation humanitaire dans le pays et donnerai la priorité à ceux qui ont été déplacés par la guerre», a-t-il déclaré. Le Premier ministre sortant, Nur Hassan Hussein, présenté comme l'un des favoris du scrutin, était arrivé en troisième position au premier tour, et s'était retiré de la compétition en indiquant être «prêt à coopérer avec celui qui sera élu pour faire de la Somalie un



Cheikh Sharif Cheikh Ahmed (au milieu) est arrivé largement en tête au premier tour.

pays pacifique». Cheikh Sharif Cheikh Ahmed succède à la présidence à Abdullahi Yusuf Ahmed, poussé à la démission fin décembre, et qui était hostile à toute négociation avec les islamistes. Il a été élu par un Parlement élargi ces derniers jours aux islamistes modérés et à des représentants de la société civile. L'élection s'est déroulée dans un climat de violences persistantes, nécessitant que les parlementaires se réunissent à l'étranger. Les shebab, insurgés islamistes opposés aux institutions de transition en place depuis 2004, ont pris lundi la ville de Baïdoa (250 km au nord-ouest de Mogadiscio), siège du Parlement. Dans le cadre d'un processus de paix porté par la communauté internationale entre l'opposition islamiste modérée et le gouvernement, le Parlement devait à la fois s'ouvrir aux islamistes modérés et choisir un chef d'Etat plus consensuel que M. Yusuf. Le repré-

sentant spécial de l'ONU pour la Somalie, Ahmedou Ould Abdallah, a salué une élection «transparente». La Ligue arabe a, elle, souhaité que «ce pas important» permette d'achever «le processus de réconciliation». Le Premier ministre sortant, qui a été l'un des artisans de l'ouverture de négociations avec les islamistes modérés, voyait également dans l'élection présidentielle un moyen de «mettre fin à la guerre civile de manière pacifique». Cheikh Sharif Cheikh Ahmed avait posé pour condition à un processus de paix avec le gouvernement le retrait de l'armée éthiopienne du pays, où elle était officiellement depuis 2006 en appui aux institutions politiques. Addis Abeba a affirmé le 25 janvier que toutes ses troupes avaient quitté le sol somalien, ouvrant à la voix à l'entrée des partisans de cheikh Sharif Cheikh Ahmed au Parlement et à son élection.